

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Turquie, Azerbaïdjan, Géorgie, Turkménistan

Une publication du SER d'Ankara
Semaine du 7 juillet 2025 (n°434)

Zoom – Un recul modéré de l'inflation en Turquie

L'institut statistique de Turquie (TÜİK) a publié le 03/07 les [chiffres de l'inflation](#) pour juin :

En glissement annuel, la hausse des prix à la consommation s'est établie à **35,1 %**, en très légère baisse par rapport à 35,4 % en mai. Il s'agit du treizième mois consécutif de ralentissement des prix à la consommation. En juin 2025, les secteurs ayant connu les plus fortes hausses annuelles sont toujours l'éducation (+73,3 %, après 71,7 % en mai), le logement (+65,5 %, après 67,4 % en mai) et la santé (+38,7 %, après 40,1 % en mai). L'inflation des produits alimentaires est le 2^e contributeur à l'inflation totale mesurée en juin, expliquant environ 20,0 % de la hausse générale du niveau des prix (après 25,0 % en mai), avec une contribution de 7,6 points de pourcentage (pp.), sur un total de 35,1 pp. Les deux autres postes qui contribuent le plus à l'inflation en juin sont le logement (1^{er} poste, 26,0 %, contribution de 9,2 pp.) et les transports (3^e, 12,7 %, contribution de 4,5 pp.).

L'inflation mensuelle a également très modérément décliné en juin, atteignant **+1,4 %** – après **+1,5 % en mai**. Cette évolution, modeste, a été principalement limitée du fait des hausses mensuelles dans l'éducation (+4,5 %, après +1,2 % en mai), le logement (+2,6 %, après 3,0 % en mai) et les transports (2,4 %, après 2,7 % en mai). En termes de contribution à l'inflation mensuelle, les postes du logement (0,5 pp.), de l'habillement (0,4 pp.) et des transports (0,4 pp.) contribuent à eux trois à plus des ¾ de la hausse mensuelle (1,29 pp. sur un total de 1,53 pp., soit 84,3 % de l'inflation mensuelle). A noter, pour le deuxième mois consécutif, un léger recul des prix des produits alimentaires et des boissons non-alcoolisées (-0,3 %, après -0,7 % en mai).

Par ailleurs, l'inflation sous-jacente – i.e l'indice des prix à la consommation (IPC) excluant les produits considérés comme volatils, à savoir l'énergie, l'alimentation, les boissons alcoolisées, le tabac et l'or – **s'établit à 1,9 % en glissement mensuel**, en recul par rapport à mai (2,3 %), mais dépassant toujours l'IPC global de 50 de points de base en juin. Cela signifie que malgré une tendance à la désinflation observable, l'inflation demeure ancrée et profonde.

Le recul très modéré de l'inflation annuelle observé en juin 2025 (-0,3 pp. par rapport à mai) contraste toutefois avec le net repli d'avril à mai 2025 (-2,5 pp.). Ceci s'explique essentiellement en raison d'un effet de base moins marqué : en mai 2024, l'inflation atteignait un pic (75,5 %), alors qu'en juin 2024 elle avait déjà entamé un repli (71,6 %). Dès lors en juin 2025 les prix se comparent à une base moins élevée (juin 2024) que celle de mai, rendant l'effet désinflationniste constaté en juin plus modéré, traduisant ainsi un effet de base moins favorable en juin 2025 qu'en mai 2025.

L'inflation mesurée en juin s'est tout de même établie à un niveau inférieur (-0,3 pp.) [aux anticipations](#), avec un consensus oscillant autour de 35,3 %. Ce ralentissement plus important que prévu de la hausse de l'IPC renforce la probabilité d'une réduction du taux directeur lors du prochain Comité de politique monétaire de la Banque centrale, qui se tiendra le [24 juillet](#).

Pour autant, un certain nombre de facteurs contribuent toujours à la hausse des prix, dont certains constituent un risque à court-terme :

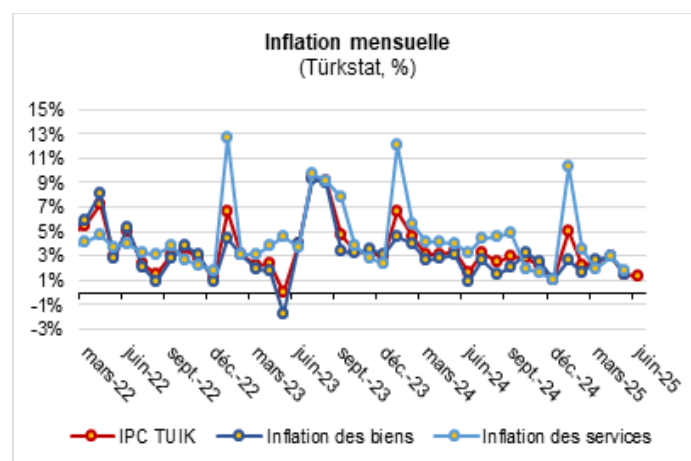
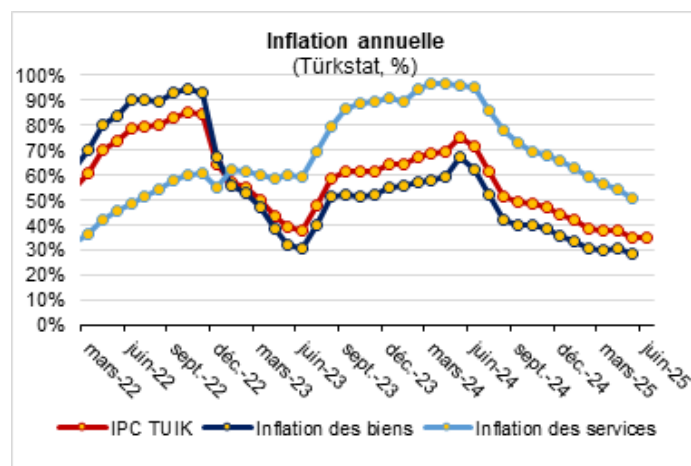
La hausse des cours des matières premières consécutive à la guerre en Iran, notamment le pétrole et le gaz, pourrait se répercuter à court-terme en Turquie par le biais de l'inflation importée, le pays dépendant à environ 75 % des importations pour satisfaire ses besoins énergétiques. Par ailleurs, la hausse des prix du gaz naturel réglementé en Turquie [annoncée par le régulateur EPDK](#) (+24,6 % à partir du 02/07) aurait selon les prévisionnistes une répercussion sur l'inflation en juillet de l'ordre d'un demi-point (AkBank) à un point (BBVA Research), pouvant porter le taux mensuel entre 2,0 et 2,5 %.

Selon la même logique, la dynamique de la dépréciation de la livre turque (TRY) par rapport à l'euro (EUR) renforcée au cours du mois de juin (-4,6 %), constitue un point d'attention, la Turquie réalisant la majeure partie de ses importations (32,9 % en mai 2025) en provenance de l'Union européenne ;

La révision à la hausse de l'assiette de la taxe spéciale à la consommation (ÖTV, *Özel tüketim vergisi*) indexée sur l'indice des prix à la production, [annoncée le 03/07 par l'Administration fiscale](#) concernant les carburants, l'alcool et le tabac, pourrait également alimenter l'inflation à court-terme, renchérissant les prix des biens concernés et faisant pression à la hausse sur les anticipations d'inflation des ménages ;

La revalorisation intermédiaire des traitements des fonctionnaires (+15,6 %) et des pensions des retraités (+16,6 %) a été entérinée à l'issue de la publication des données d'inflation de juin, et sera effective dès la fin du mois de juillet, faisant peser un risque croissant sur un renchérissement éventuel des prix à court-terme via une boucle prix-salaire. En ce qui concerne le salaire minimum, le ministère du Travail n'a toujours pas annoncé si un comité de révision intermédiaire se réunirait en juillet – pour rappel, les prévisionnistes, notamment BBVA, n'anticipent aucune revalorisation du salaire minimum en juillet.

La probabilité que la Banque centrale entame un nouveau cycle d'assouplissement le 24 juillet est élevée selon l'ensemble des prévisionnistes turcs. Seule l'ampleur de la réduction du taux directeur fait débat, celui-ci pouvant être diminué dans une fourchette allant de -150 pdb à -350 pdb, selon les estimations. Pour la fin de l'année 2025, les prévisionnistes maintiennent une estimation d'inflation annuelle autour de 30,0 % (29,0 % pour la banque ING, 31,0 % pour la banque BBVA).



Macroéconomie et finance

Turquie : hausse de l'indice des prix à la production

L'institut statistique de Turquie (TÜİK) a publié le 03/07 [l'indice des prix à la production \(IPP\)](#) pour le mois de juin. Après avoir ralenti en glissement annuel pendant 12 mois consécutifs, la hausse des prix à la production accélère. En glissement annuel, l'IPP augmente de 24,4 % en juin contre 23,1 % en mai. L'augmentation mensuelle des prix à la production ralentit cependant légèrement, s'établissant à 2,46 % après 2,48 % au mois de mai.

L'approvisionnement en eau – 61% en g.a. en juin, après 57,6% en mai – ainsi que l'électricité, le gaz, le chauffage et la climatisation – 28,2% en g.a. contre 19,8% en mai – sont parmi les secteurs les plus concernés par cette hausse des prix à la production.

Turquie : Le PMI turc continue de baisser en juin

L'indice PMI manufacturier publié par la Chambre de l'Industrie d'Istanbul ([ISO](#)) est passé de 47,2 en mai à 46,7 en juin, atteignant son plus bas niveau depuis avril 2024, du fait de la faiblesse de la demande. Les conditions d'activité du secteur se détériorent sans interruption depuis avril 2024. La moyenne du PMI était de 47,9 au premier trimestre 2025, avant de baisser à 47,1 au deuxième trimestre.

Azerbaïdjan : Surperformance modeste des recettes budgétaires au premier semestre 2025

Selon le ministère des Finances de l'Azerbaïdjan, les recettes du budget de l'État [ont atteint](#) 11,6 Mds USD au premier semestre 2025 – dont 5,1 Mds USD de recettes fiscales, 1,8 Md USD de recettes douanières et 4,3 Mds USD de transferts du Fonds souverain azerbaïdjanais SOFAZ –, dépassant de 3,7% les prévisions initiales. Les dépenses ont, quant à elles, été exécutées à hauteur de 10,1 Mds USD, soit 99 % du montant prévu.

Géorgie : Hausse du taux d'inflation en juin 2025

Le [taux d'inflation annuel](#) a atteint 4,0% g.a. en juin 2025, tandis que l'inflation sous-jacente s'est établie à 2,4 % g.a. Les prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées ont affiché une augmentation marquée de 10,1 % g.a., tirés notamment par la flambée des prix de denrées alimentaires de base telles que les légumes (+26,3 % g.a.), les huiles et graisses (+20,6 % g.a.), ainsi que le pain et les céréales (+9,6 % g.a.).

Géorgie : Signature d'un protocole sur la double imposition

Le Luxembourg et la Géorgie ont signé un [protocole](#) visant à amender l'accord bilatéral de 2007 relatif à l'élimination de la double imposition en matière de revenus et de capital, ainsi qu'à la prévention de l'évasion fiscale. Cette modification a pour objectif de renforcer la transparence fiscale, de faciliter l'échange d'informations à des fins fiscales, et de créer un environnement plus attractif pour les investissements entre les deux pays. L'amendement vise également à aligner l'accord sur les standards du Modèle de Convention fiscale de l'OCDE de 2017, contribuant ainsi à une meilleure coopération internationale en matière fiscale.

Géorgie : Publication des résultats du recensement agricole et de la population en 2024

L'Institut national de la statistique de la Géorgie, [Geostat](#), a publié les résultats du recensement agricole et démographique mené du 14 novembre au 3 décembre 2024 sur l'ensemble du territoire, à l'exception des zones occupées. Le pays compte désormais 3,9 millions d'habitants, soit 200 000 de plus que les estimations de 2024. La population géorgienne est majoritairement urbaine : 62% vivent en ville, et plus d'un tiers (34%) résident dans la municipalité de Tbilissi, qui regroupe 1,3 million d'habitants.

Marchés financiers turcs

Indicateurs	04/07/2025	var semaine	var mois	var fin 2024
BIST 100 (TRY)	10275,75	9,26%	8,32%	3,90%
Taux directeur de la BCT	46,00%	0,00 pdb	0,00 pdb	-150,00 pdb
Taux des emprunts de l'Etat à 2 ans	36,30%	-187,00 pdb	-855,50 pdb	-79,00 pdb
Taux des emprunts de l'Etat à 10 ans	28,77%	-124,00 pdb	-470,00 pdb	129,00 pdb
Pente 2-10 ans	-753,00 pdb	63,00 pdb	385,50 pdb	208,00 pdb
CDS à 5 ans	304,30 pdb	2,48 pdb	4,06 pdb	43,80 pdb
Taux de change USD/TRY	39,75	-0,16%	1,53%	12,65%
Taux de change EUR/TRY	46,81	0,36%	4,79%	27,16%

Taux Forward	04/07/2025	2 sem.	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	1 an
Taux USD/TRY FW 04/07/25	39,75	40,33	40,98	42,17	43,38	46,91	50,34	53,78
Var en % (Vs.04/07/25)	-	1,4%	3,1%	6,1%	9,1%	18,0%	26,6%	35,3%
Taux EUR/TRY FW 04/07/25	46,81	47,49	48,42	49,75	51,25	55,85	59,83	64,25
Var en % (Vs.04/07/25)	-	1,5%	3,5%	6,3%	9,5%	19,3%	27,8%	37,3%

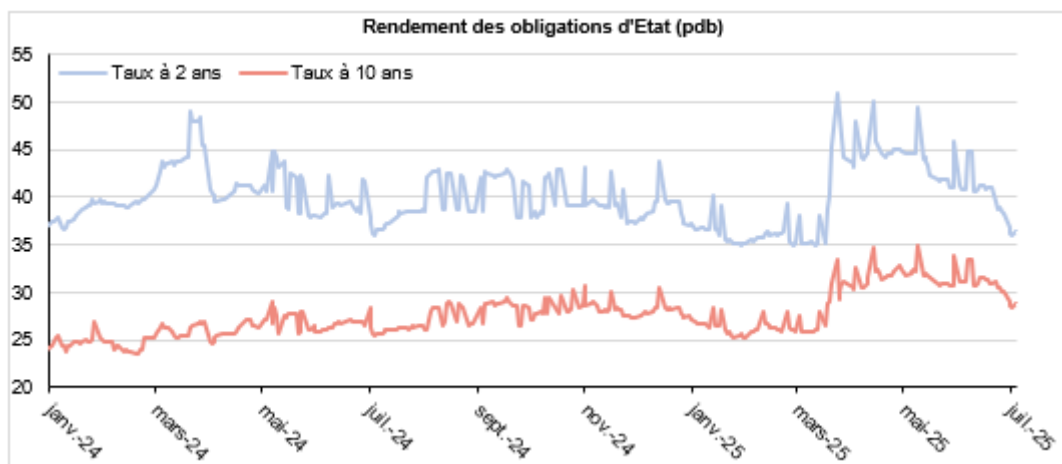
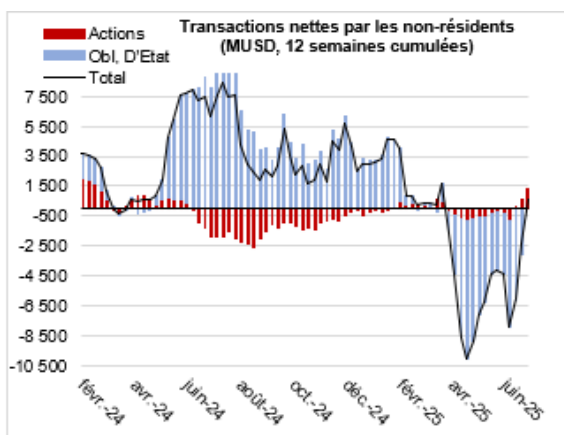
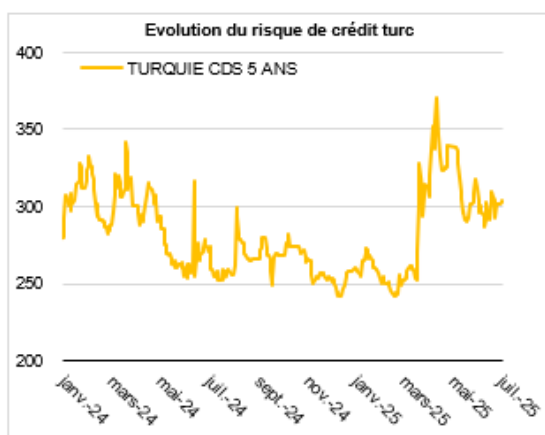
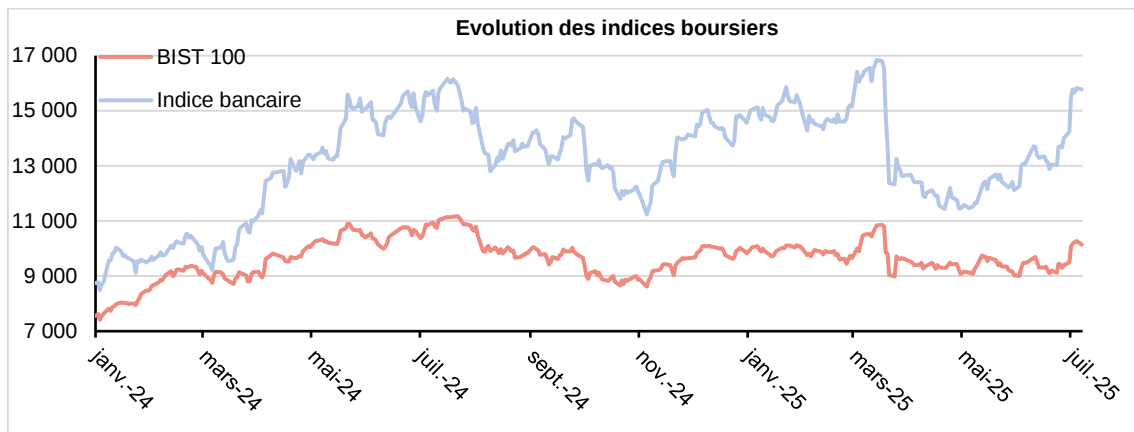
Au cours de la semaine passée, le marché obligataire turc a enregistré une nette détente. Les rendements souverains à 2 et 10 ans ont reculé de respectivement 187 et 124 pdb, pour s'établir à 36,3 % et 28,8 %, réduisant l'écart entre les deux maturités à 7,5 points, son niveau le plus bas depuis fin 2023. Ce repli a été soutenu par un regain d'intérêt des investisseurs étrangers, qui ont acquis pour 1,5 Md USD d'obligations souveraines au cours des trois dernières semaines.

Cette dynamique positive s'explique en grande partie par les récentes recommandations de JPMorgan et Morgan Stanley, qui conseillent à leurs clients de se positionner sur les obligations libellées en TRY, tout en renforçant leur exposition à la livre turque. Les deux institutions estiment que les risques géopolitiques, tant internes qu'externes, s'atténuent, et jugent les conditions réunies pour une baisse du taux directeur de 250 pdb lors du prochain CPM. Elles anticipent ainsi la poursuite de l'attrait du carry trade en TRY via les marchés à terme.

L'attractivité des obligations en TRY bénéficie également d'un contexte global marqué par une perte de confiance dans le dollar américain, qui a cédé environ 11 % depuis le début de l'année, sur fond de pressions exercées par Donald Trump en faveur de baisses d'impôts, malgré des tensions commerciale persistantes et un déficit budgétaire croissant. Cette défiance envers le USD a favorisé la réallocation vers les actifs à revenu fixe en monnaies locales des pays émergents. Selon Bloomberg, l'indice des obligations locales des marchés émergents (MSCI) a ainsi enregistré un rendement de plus de 12 % au premier semestre, surpassant largement les obligations libellées en USD, qui n'ont progressé que de 5,4 % sur la même période, une performance semestrielle inégalée depuis au moins 2009.

Sur les marchés boursiers, le BIST 100 poursuit sa hausse tendancielle (+9,3 % en g.h. à 10 275 points) de même que l'indice bancaire du BIST (+15,5 % à 10 102 points), atteignant ainsi un record depuis l'arrestation du maire d'Istanbul le 19 mars.

Enfin, sur le marché des changes, la livre turque se stabilise face à l'euro (-0,4 % en g.h. à 46,7 TRY/EUR) et au dollar (+0,2 % en g.h. à 39,8 TRY/USD) le 04/07. Les dernières données publiées par la CBRT sur le taux de change effectif réel (REER) pour le mois de juin confirment quant à elles une tendance à la dépréciation. En l'espace de quatre mois, l'indice a reculé d'environ 10 points (base 100 en 2022), ramenant la surévaluation de la livre à 27,7 %, contre 37,1 % en février. Cette correction s'explique par la dépréciation nominale de la TRY consécutive aux tensions politiques, mais aussi par l'affaiblissement du USD face à l'EUR. Cette évolution pourrait contribuer à améliorer les équilibres externes, en particulier en allégeant le déficit du compte courant turc.



Agriculture et agroalimentaire

Turquie : Lourd bilan des nombreux incendies récents en milieu rural

Entre le 27 juin et le 7 juillet, [3 181 incendies se sont déclarés dans l'espace rural turc](#), dont 1 351 ont touché des forêts. Les interventions des pompiers ont été compliquées par les vents forts qui ont régné du 2 au 4 juillet, malgré la réduction des délais d'intervention grâce notamment à la surveillance par drones. Les incendies ont touché toute la façade égéo-méditerranéenne et singulièrement la province d'Izmir, avec de lourdes pertes économiques (pâturages, forêts, vergers, horticulture, habitations) et écologiques. 87% de ces incendies sont d'origines humaine, involontaire ou criminelle.

Turquie: Fermeture générale des marchés de bétail pour cause de fièvre aphteuse

Malgré la mise au point d'un vaccin contre le nouveau sérotype SAT1 de fièvre aphteuse apparu récemment, les nombreux mouvements d'animaux qui ont eu lieu avant la fête du Sacrifice ont provoqué une recrudescence de cette maladie animale non transmissible à l'homme. Le ministère de l'Agriculture et de la Forêt a, en conséquence, [pris la décision](#) de suspendre tous les marchés au bétail du pays et imposé des restrictions drastiques aux déplacements d'animaux vivants dans l'ensemble de ses 81 provinces.

Turquie: Secteur phytosanitaire et semencier, la concurrence a-t-elle été faussée ?

En conclusion d'une enquête préliminaire, l'Autorité de la Concurrence a engagé une procédure d'enquête à l'encontre de douze entreprises majeures intervenant dans le secteur de la protection des végétaux et de la production de semences, ainsi que de leurs unions. Elle doit notamment déterminer si les acteurs du secteur ont faussé la concurrence en échangeant des informations confidentielles.

Turquie: Doktor, startup turque d'agritech, lève un nouveau financement

Doktor, une startup turque créée en 2017 à Istanbul, a levé 7,5 MEUR lors d'un nouveau financement. Ce tour de table a été mené par le fonds allemand European Circular Bioeconomy Fund (ECBF) et le fonds néerlandais Pymwymic, avec la participation d'un investisseur basé à Istanbul. Doktor développe un logiciel utilisant l'intelligence artificielle pour aider à gérer les cultures agricoles. Aujourd'hui, son outil est utilisé sur 250 000 hectares de terres agricoles. En mai 2024, une entreprise turque de production de farine a pris une petite part dans Doktor.

Energie, environnement et transports

Turquie: Adoption de la première loi climat

Le 2 juillet, le Parlement turc a adopté la première loi climat du pays. Celle-ci prévoit la mise en place d'un [système national d'échange de quotas carbone](#) (ETS) et accorde de nouveaux pouvoirs à la Direction du changement climatique sur l'application des réglementations environnementales. La loi s'inscrit également dans un contexte de mise en conformité avec les normes européennes : à partir de 2026, l'UE appliquera une taxe carbone aux frontières (CBAM) sur des produits à haute intensité carbone y compris l'aluminium, le ciment, l'électricité, les engrais, l'hydrogène et le fer et l'acier, impactant 10,5 % des exportations turques vers le marché européen.

Malgré ce cadre juridique inédit, de nombreuses voix s'élèvent, à l'instar de l'ONG environnementale ClientEarth qui souligne l'absence d'objectifs intermédiaires de réduction des émissions, l'absence de sortie programmée des énergies fossiles, ainsi que le manque d'implication de la société civile et d'expertise indépendante dans la gouvernance climatique.

Turquie: Rosatom va présenter d'ici la fin d'année des études de faisabilité pour la centrale nucléaire de Sinop

Le géant russe de l'énergie Rosatom a annoncé qu'il soumettra cette année les [études de faisabilité technique et économique](#) pour le projet de construction de la deuxième centrale nucléaire en Turquie, dans la province de Sinop.

Pour rappel, la société russe avait conclu un accord pour la construction et l'exploitation de la première centrale nucléaire turque d'Akkuyu. A ce stade, la construction de l'unité 1 de 1 200 mégawatts est achevée et les essais sont en cours. À pleine puissance, la centrale fournira environ 10 % de la demande d'électricité de la Turquie et sera en service pendant au moins 60 ans, avec une éventuelle prolongation de 20 ans.

En outre, Ankara planifie des installations nucléaires supplémentaires dans la région de la Thrace, ciblant 20 GW de capacité nucléaire installée d'ici 2050.

Turquie: Rosatom a annoncé étudier la cession de jusqu'à 49% de sa participation dans la centrale nucléaire d'Akkuyu

L'entreprise russe a annoncé à [Bloomberg](#), en marge de Nuclear Power Plants Expo & Summit, être en pourparlers pour la cession de jusqu'à 49 % de sa participation dans la centrale nucléaire

d'Akkuyu. Il s'agit de la part maximale prévue dans le cadre de l'accord intergouvernemental russo-turc sur la centrale nucléaire Akkuyu en cours de construction, d'une valeur estimée 25,0 Mds USD, et dont Rosatom détient actuellement 100 % des participations.

Turquie : Nouvelle hausse des tarifs du gaz pour les ménages

L'entreprise publique BOTAŞ a annoncé une augmentation moyenne de [24,6 % des tarifs du gaz naturel pour les ménages](#), applicable à compter du 2 juillet, selon le régulateur turc de l'énergie (EPDK). Les tarifs pour les entreprises industrielles ont également été relevés de 7,8 %.

Cette décision intervient après plusieurs hausses successives, notamment en août 2024 (+38,0 % pour les ménages et +33,0 % pour les petites entreprises) et en octobre 2023 (+20,0 % pour les grandes industries et centrales électriques). Malgré ces augmentations, les prix restent fortement subventionnés par l'État. En novembre dernier, le ministre de l'Énergie, Alparslan Bayraktar, a affirmé que l'État prenait en charge [60,0 % de la facture](#) de gaz des ménages.

Turquie : Forte hausse des exportations de défense au premier semestre

Le secteur de la défense et de l'aérospatial turc a enregistré [des exportations records](#) de 3,6 Mds USD au premier semestre 2025, marquant une augmentation de 25,0 % par rapport à la même période l'année précédente. En juin 2025, les exportations ont atteint 623 MUSD, représentant une croissance de 10,4 % en g.a..

En tout, les exportations sur les 12 derniers mois ont totalisé 7,4 Mds USD, soit une hausse de 23,1 %. Ce secteur représente désormais 3,0 % des exportations totales de la Turquie, selon les données fournies par l'Assemblée des exportateurs turcs (TIM).

Turquie : Obligations sur l'utilisation de carburant aérien durable

L'Autorité turque de l'aviation civile va préciser [les mandats pour les compagnies aériennes et les fournisseurs de carburant](#) afin d'accélérer l'adoption du carburant aérien durable (SAF). L'objectif turc est de réduire les émissions liées à l'aviation de 5 % d'ici 2030. L'Autorité de l'aviation prévoit des sanctions en cas de non-respect des obligations. Pour rappel, le système de réduction des émissions de l'Organisation de l'aviation civile internationale de l'ONU deviendra obligatoire à partir de 2027.

Pour répondre à cette demande, le premier raffineur du pays, Tüpraş, prévoit de produire 20 000 tonnes de SAF par an d'ici 2026, avec un objectif de 400 000 tonnes par an à terme. DB Tarimsal Enerji, une entreprise biocarburant turque, prévoit également de produire 100 000 tonnes par an dans une nouvelle usine.

Turquie : Augmentation des débits d'eau vers l'Irak

Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a approuvé [l'augmentation temporaire du débit d'eau](#) vers l'Irak à 420 m³/s, afin d'aider Bagdad à faire face à une grave sécheresse. Cette décision fait suite à une rencontre à Ankara avec le président du Parlement irakien, Mahmoud al-Mashhadani.

Par ailleurs, un accord stratégique sur la gestion de l'eau a également été signé entre les deux pays, dans un contexte où l'Irak dépend à 90 % de ses ressources hydriques en provenance de Turquie. A l'occasion de cette rencontre, le président du Parlement irakien a également encouragé la Turquie à investir davantage dans les infrastructures irakiennes, soulignant un climat sécuritaire jugé plus favorable à la coopération économique.

Turquie : Signature d'une série de protocoles d'accords sur la connectivité

La Turquie a signé une série de protocoles d'accord dans le domaine du transport et de la connectivité à l'occasion de la première édition du Global Transport Connectivity Forum, organisé à Istanbul du 27 au 29 juin. Celui-ci a réuni des participants de haut niveau venus de 80 pays, dont 38 ministres, 17 vice-ministres, et des représentants d'organisations internationales, dont de nombreux bailleurs.

Deux protocoles d'accord ont été signés avec sept pays africains : la Mauritanie, la Somalie, le Congo, Djibouti, le Liberia, la Guinée et le Ghana, afin d'améliorer la connectivité portuaire par la création d'un groupe de travail conjoint sur le ralliement direct entre ports turcs et africains, et d'intégrer ces nations aux [corridors de développement](#) via le Golfe Persique et la Turquie.

À cette occasion, la Turquie a également signé une série d'accords avec d'autres pays, dont les détails demeurent parfois vagues. Parmi les principaux accords, on retrouve une coopération avec le Maroc portée sur la sécurité routière, la technologie et la sécurisation du fret, ainsi que le transport maritime. Avec la Syrie, le protocole d'accord couvre la [suppression des](#)

[transbordements à la frontière](#), afin de faciliter le commerce. L'accord conclu avec l'Espagne porte sur le transport terrestre et la logistique de fret, tandis que l'accord signé entre la Chine et la société turque Pasifik Eurasia se concentre sur le fret ferroviaire sur le Corridor médian.

Azerbaïdjan : Prêt de la Banque mondiale pour le développement des énergies renouvelables

Un accord de prêt de 173,5 MUSD, remboursable sur 15 ans avec un différé de 5 ans, [a été signé](#) entre l'Azerbaïdjan et la Banque mondiale dans le cadre du projet d'expansion des énergies renouvelables. Ce prêt, avec la garantie du gouvernement azerbaïdjanais, financera notamment le projet de la construction de 341 km de lignes électriques à haute tension (500 kV et 330 kV) et l'achat d'équipements pour un poste de transformation.

Azerbaïdjan : Forte croissance du trafic aérien en raison de la crise géopolitique au Moyen-Orient

Entre le 13 et le 23 juin, l'Azerbaijan Air Navigation Services (AZANS) [a enregistré](#) 10 838 vols, dont 8 207 vols de transit, soit en moyenne 110 survols supplémentaires par jour en raison des fermetures d'espaces aériens régionaux liées à la crise géopolitique au Moyen-Orient. Pour rappel, plus de 200 compagnies aériennes ont emprunté l'espace aérien azerbaïdjanais en 2024, représentant environ 50 millions de passagers.

Géorgie : Ambitions d'exportation de bornes de recharge de véhicules électriques en Géorgie par la société russe Sitronics Electro

Le PDG de Sitronics Electro, filiale du groupe russe Sitronics Group, Andrey Gurlenov, a annoncé son intention d'exporter des bornes de recharge pour véhicules électriques vers la Géorgie et le Kirghizistan. Cette déclaration a été faite dans un entretien accordé à l'agence de presse russe [TASS](#). La société a déjà livré ce type d'équipement en Arménie. Les bornes peuvent atteindre une capacité de 900 kW et sont conçues pour recharger non seulement des voitures, mais aussi des bus électriques, des véhicules lourds ou des navires. Sitronics Electro appartient au conglomérat russe AFK Sistema, placé sous sanctions américaines depuis septembre 2023 pour « freiner le développement technologique » de la Russie.

Industrie, services et innovation

Turquie : Bilan de la croissance du marché automobile en Turquie au premier semestre 2025

Selon les données de l'Association des distributeurs automobiles et de la mobilité ([ODMD](#)), le marché turc des voitures particulières et des véhicules utilitaires légers a augmenté de 5,2 % entre janvier et juin 2025, avec 607 977 véhicules vendus. En juin, cette hausse a été plus importante, à 11,6 %, avec 118 611 véhicules. Au premier semestre, Renault est la marque la plus vendue, avec 9,7 % du marché, suivie de Fiat (8,6 %) et Volkswagen (7,7 %). Les ventes de véhicules électriques ont aussi continué de croître, avec 85 894 unités vendues, ce qui représente 14,1 % de toutes les ventes et 17,6 % des voitures particulières. Concernant les véhicules chinois, la part des marques chinoises a aussi augmenté. Elles représentent maintenant 7,8 % de l'ensemble du marché, avec 47 411 véhicules vendus, soit leur niveau le plus élevé pour un premier semestre. Sur le segment des voitures particulières, leur part atteint 9,48 %.

Turquie : Baisse continue de la place du secteur du prêt-à-porter dans les exportations

Le secteur du [prêt-à-porter](#), qui occupait depuis de nombreuses années la troisième place parmi les secteurs exportateurs de Turquie après l'automobile et la chimie, a reculé au cinquième rang au premier semestre 2025. D'après la TIM (l'Assemblée des exportateurs turcs), il était en 4^e position en mai 2025, avant de passer à la 5^e place en juin. La part du secteur dans les exportations totales est tombée à 6,2 %, soit son niveau le plus bas à ce jour. Cette part, qui était montée à environ 10 % en 2019, a diminué progressivement au fil des années : 9,8 % en 2020, 9,2 % en 2021, 8,6 % en 2022, 8,1 % en 2023, et 6,9 % en 2024.

Turquie : Soutien des membres du consortium européen pour l'achat turc des Eurofighters

Le ministre britannique des Affaires étrangères, David Lammy, a confirmé lors de sa visite à Ankara, que la Turquie avait obtenu le [soutien unanime](#) des membres du consortium Eurofighter pour l'achat des avions de chasse Eurofighter Typhoon. Ce soutien inclut le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. La vente avait été précédemment bloquée par l'Allemagne, en grande partie à cause des tensions liées à la position de la Turquie à l'égard du conflit en Syrie, l'arrestation et la détention du maire d'Istanbul Ekrem Imamoğlu, et les différends avec la Grèce au sujet des revendications territoriales et énergétiques en Méditerranée orientale.

Par ailleurs, le gouvernement turc continue de négocier avec les États-Unis pour son retour dans le programme de développement et d'achat de l'avion de chasse américain de cinquième génération, le F-35, après son [exclusion](#) en 2019 suite à son achat du système de défense aérien russe S-400.

Azerbaïdjan : Recul des exportations de services satellitaires d'Azercosmos début 2025

Selon le Centre d'analyse des réformes économiques et de la communication, l'agence spatiale Azercosmos a exporté des services de télécommunications satellitaires pour une valeur de 7 MUSD entre janvier et mai 2025, soit une baisse de 11,4 % en g.a. Les principaux clients ont été le Royaume-Uni (1,9 MUSD), le Luxembourg (1,5 MUSD) et le Nigeria (0,3 MUSD).

Tableaux statistiques et graphiques

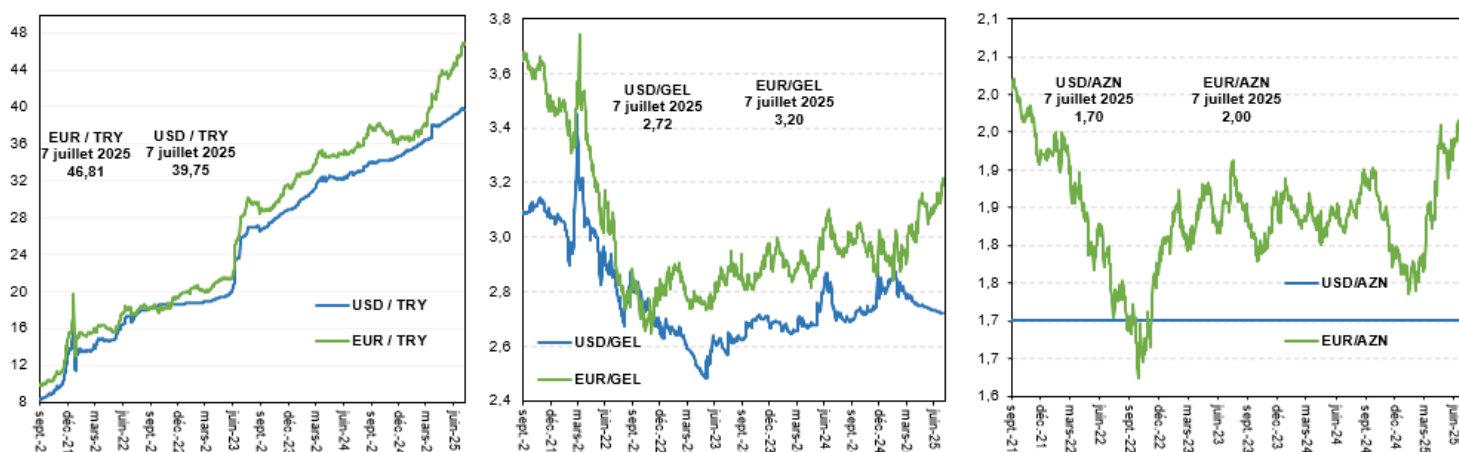


Tableau récapitulatif

	PRÉVISIONS DE CROISSANCE						PRÉVISIONS D'INFLATION (fin d'année)					
	TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GEORGIE		TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GEORGIE	
	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026
FMI	2,7% Av.25	3,2% Av.25	3,5% Av. 25	2,5% Av. 25	6,0% Av. 25	5,0% Av. 25	35,9% Av. 25	22,8% Av.25	5,2% Av. 25	4,0% Av. 25	3,6% Av. 25	3,2% Av.25
Banque mondiale	3,1% Ju.25	3,6% Ju.25	2,6% Ju.25	2,4% Ju.25	5,5% Ju.25	5,0% Ju.25	35,7% Av. 25	22,1% Av. 25	2,1% Av. 25	4,6 % Av. 25	1,1% Av. 25	4,5% Av.25
OCDE	2,9% Ju.25	3,3% Ju.25	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	31,4% Ju.25	18,5% Ju.25	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Gouvernement	4,0% Oct. 24	4,5% Oct. 24	3,5% Jan.25	n.d.	6,0% Jan. 25	5,2% Jan. 25	17,5% Sep. 24	9,7% Sep. 24	n.d.	n.d.	1,0% Jan. 25	3,0% Oct. 23
Banque centrale	n.d.	n.d.	3,3% Jan. 25	3,5% Jan. 24	5,6% Mai 24	5,3% Mai 24	24,0% Fev. 25	12,0% Fev.25	5,5% Jan 25	3,8% Jan. 25	4,9% Mar 25	2,9% Mar 25

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Ankara

abdenor.brahmi@dgtresor.gouv.fr, orhan.chiali@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Ankara

Abonnez-vous : paul.lapoutge@dgtresor.gouv.fr